

2017 : dernière chance de sauver notre industrie



Article rédigé par *contact*, le 06 avril 2016

[Source: Le Figaro]

Le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) institué par François Hollande n'a pas suffi à assurer un renouveau de l'industrie française. Il y a urgence, s'inquiète le président du think-tank Fondation Concorde, Michel Rousseau.

Les experts de la *Fondation Concorde* demandent depuis de longues années les mesures efficaces pour le redressement de l'industrie et la réduction de la dépense publique, sans laquelle rien n'est possible. Difficile, pourtant, de sortir de l'ornière où des personnalités influentes ont enfermé la France en imposant l'idée que, pour créer des emplois, le secteur des services devait prédominer dans notre économie !

En regardant l'évolution des chiffres depuis trois décennies on ne peut éviter un malaise : de 24 % en 1980 la part de l'industrie dans le PIB est tombée en trente ans à 11,8 % ; un résultat qui nous place entre Malte et Chypre ! L'externalisation de certaines fonctions dans les services n'explique pas totalement ce décrochage. Inutile de citer les conséquences de cette défaillance industrielle : appauvrissement de nos territoires, déficit des systèmes sociaux, explosion de la dette, découragement progressif d'une partie de nos jeunes compétences.

La détérioration de notre balance commerciale au rythme des usines qui ferment ou se délocalisent aurait dû faire réagir nos décideurs politiques. Seule une réforme radicale pourra changer la trajectoire de notre économie. Or aucune mesure en faveur du secteur industriel n'apparaît encore chez les candidats à la primaire de la droite et du centre, qui heureusement n'ont pas encore bouclé leurs projets. Du refus d'appliquer des politiques sectorielles aux précautions prises pour éviter des conflits avec nos partenaires européens, les fausses excuses ne manquent pas.

Pourtant des décisions fortes doivent être prises pour mettre un terme à ce désastre industriel. Celles-ci seraient basées sur des mesures spécifiques profitables au secteur productif, qui comprend aujourd'hui environ 400 000 entreprises directement exposées à la concurrence internationale et qui représentent environ 3,5 millions d'emplois. Agir pour elles, c'est renforcer notre croissance et notre balance commerciale - soit 40 milliards de déficit annuel, dont les deux tiers perdus au profit de nos partenaires européens.

Ce périmètre des entreprises exposées éligibles aux mesures spéciales a été âprement discuté entre économistes. Il part du principe que ce sont les entreprises de production qui créent la richesse et qui tirent les autres activités. Pour se battre à égalité avec leurs concurrentes européennes, elles doivent bénéficier d'une exonération des taxes sur la production, ce qui rendrait le secteur plus compétitif et attractif pour les jeunes compétences. Nous avons évalué le coût de cet effort à 9,5 milliards d'euros. Osons aussi appliquer les exonérations de charges non plus sur les bas salaires mais sur l'ensemble des salaires. Concentrées sur les bas salaires, les exonérations de charges bénéficient très peu à l'industrie.

Adoptons également des mesures non spécifiques au secteur productif mais essentielles pour relancer les investissements : arrêter un taux de prélèvement unique sur le capital (évalué à 25 % par nos experts) afin de revenir dans la moyenne européenne ; supprimer l'ISF ; accepter la possibilité d'amortir en deux ans des investissements pour impulser un renouvellement des équipements ; réinstaurer la déductibilité fiscale des intérêts d'emprunt et baisser le taux d'impôt sur les sociétés à 25 %.

Ces mesures doivent s'accompagner de la création d'écosystèmes locaux favorables à la production et à la création d'emplois en mesure d'accueillir les relocalisations et la naissance des industries nouvelles qui consolideront nos territoires.

Avec une productivité six fois supérieure aux autres secteurs d'activité, un effort coûte que coûte sur l'industrie nous ramènera rapidement au-dessus des 2 % de croissance, ce qui résoudra beaucoup de nos

problèmes.

Nous attendons le décideur politique qui viendra dire à la nation : "*Je ne veux plus voir de pneus brûler à la porte de nos usines en faillite, je ne veux plus voir les salariés en pleurs avec leurs familles désespérées par la perte de leur travail, et des régions entières sinistrées. Je vous propose des mesures fortes, pour faire de notre pays une terre de production attractive et sortir de la résignation.*"

Michel Rousseau

Economiste